

# *la nouvelle lettre*

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire : 0411G87909  
ISSN : 1951-4727

N°986 du 14 Février 2008

Hebdomadaire 1 €

***EDITORIAL***

## ***DÉTOUR SURPRISE PAR BAGDAD***

## *Conjoncture*

### **L'ÉTAT PROVIDENCE, REMÈDE CONTRE LA CRISE !**

Nous avons déjà critiqué la relance keynésienne comme remède à la crise. Mais un autre discours se fait jour dans la classe politique : la France résiste mieux à la crise que les autres pays, en raison de l'importance de l'Etat providence. Seul le secteur privé serait touché par la crise, et le secteur public, insensible à la conjoncture, soutiendrait la croissance, tandis que le poids des dépenses de protection sociale soutiendrait la consommation des ménages. Tout cela repose sur de graves erreurs d'analyse et relève exclusivement du discours idéologique ou de la profonde méconnaissance de l'économie par les hommes de l'Etat.

#### **La France est en tête pour les dépenses sociales**

Bien entendu, c'est le journal Le Monde qui mène le bal : excellent baromètre du politiquement correct. On y respire, plus encore qu'ailleurs, l'air du temps. Une page entière par exemple avec pour titre : « Dans la crise, le modèle français, naguère décrié, retrouve des couleurs ». Sous-titre : « La droite française et la presse anglo-saxonne saluent les capacités de résistance de l'Etat providence ». Voilà la presse anglo-saxonne, hier honnie, appelée en renfort. Quant à la droite française, elle s'en donne en effet à cœur joie. Christine Lagarde, après avoir nié que la croissance française devienne négative en 2009, met un peu d'eau dans son vin, mais ajoute aussitôt que le système français, critiqué pour sa lourdeur, « en période de crise nous aide à résister au ralentissement ». C'est faux au niveau des chiffres : la récession en France (-1,8% en 2009) sera au moins aussi forte qu'ailleurs et le chômage sera à plus de deux points au dessus de celui de l'Allemagne ; étrange façon de résister à la crise.

Mais sur quoi repose cette brillante analyse économique ? Premier élément, la France est mieux armée car son « modèle » limite « les dégâts sociaux ». En effet, reconnaît Le Monde, la France est le premier pays de l'Union européenne pour les dépenses de protection sociale : 31,1% du PIB,

contre 30,7% en Suède, 28,7% en Allemagne, 26,9% en moyenne dans l'Europe des 27, 20,9% en Espagne, 18,2% en Irlande, sans parler des 12,2% de la Lettonie. Une économiste interrogée par Le Monde explique : « Le tiers du revenu moyen des Français provient de la redistribution. Cela lisse la consommation et amortit les chocs ». Cette dame n'a sans doute pas lu Bastiat et elle parle de ce qui se voit, en omettant ce qui ne se voit pas : d'où vient l'argent de cette protection sociale ? De prélèvements sur d'autres (ou sur les mêmes). C'est un pur jeu à somme nulle ; l'argent n'a fait que changer de main. Il n'y a pas eu la moindre création de richesse. Ajouter que ces prestations sont « heureusement indexées » sur l'inflation ne change rien, puisque le surcoût entraîne des surcotisations.

### **Sauvés par les retraites par répartition et le déficit budgétaire !**

Deuxième élément : notre merveilleux système de retraite. « Il présente l'avantage d'être pour l'essentiel fondé sur la répartition (...). Contrairement aux Américains, aux Britanniques et à tous ceux qui comptaient sur la capitalisation et les fonds de pension pour assurer leurs vieux jours, les Français ne verront pas leurs retraites fondre avec la tempête boursière ». Ici, le « grand journal du soir » n'a pas lu l'analyse implacable de Jacques Garello et de Georges Lane dans leurs ouvrages sur les retraites (« Futur des retraites. Retraites du futur »). Sinon, ils sauraient que grâce à la répartition, les Français n'auraient bientôt plus de retraite du tout ou presque, puisque le système est condamné à faire faillite, tandis que la bourse, encore plus sur une vie de capitalisation (40 ans au moins), finit toujours par remonter.

Troisième élément : « le déficit budgétaire, fortement critiqué en période de prospérité, n'a pas que des inconvénients en période de crise. En choisissant de laisser filer et de faire jouer les stabilisateurs automatiques, le gouvernement amortit le choc de la crise. Les rentrées fiscales baissant (...) et les prestations sociales sont davantage sollicitées ». Et de citer une étude montrant le rôle des stabilisateurs automatiques. Mais nos grands économistes oublient qu'un plan de relance qui aggrave discrétionnairement le déficit, c'est le contraire d'un stabilisateur automatique : celui-ci consisterait à laisser le solde budgétaire évoluer spontanément suivant la conjoncture. Une relance, c'est discrétionnaire, c'est le contraire d'automatique.

### **Vive le secteur public et la dette publique !**

Quatrième élément : la France a une production diversifiée, pays agricole, industrie encore active, services. Mais on comprend mieux avec la phrase suivante : « La variété de son tissu économique, le relatif équilibre entre le poids du public et du privé ne peuvent que l'aider à traverser une année 2009 redoutable ». La « diversité », c'est l'équilibre privé-public et donc le poids énorme, pour une économie de marché, du secteur public, alors que les monopoles publics, c'est l'inefficacité double : celle des monopoles et celle du secteur public.

Cinquième élément : « Malgré une dette publique élevée, l'Etat peut encore emprunter dans des conditions jugées très favorables par Bercy ». Cependant, un peu moins favorables que celle de l'Allemagne, reconnaît le journal. En réalité 3,8% contre 3,3%. Or dans une même zone monétaire, les taux devraient être les mêmes. Demain, au rythme actuel de l'explosion du déficit, le taux d'intérêt de la dette publique sera comme en Grèce à 5,8%. L'Etat ne pourra même plus payer les intérêts. Se vanter de transférer la charge des dépenses sur l'emprunt, donc sur la génération suivante, est pour le moins étonnant. On a doublé le déficit en quelques mois et notre ministre rêve d'aller plus loin ! Or, la banqueroute, cela existe.

Tout cela n'est donc guère sérieux, car l'essentiel est oublié. Le modèle social français est le plus ruineux de l'UE et même du monde libre. Or les dépenses sociales comme toutes les dépenses publiques ne créent rien et ne sont que du transfert, soit immédiat, soit sur le futur. Donc, plus le secteur public est vaste, plus le secteur privé, créateur de richesses, est faible. Avec 54% de dépenses publiques, la reprise sera, le moment venu, plus faible qu'ailleurs, car ce boulet empêchera toute reprise durable. Déjà en 1939, en raison de ce poids, nous étions les seuls à produire toujours moins qu'en 1929. Depuis, le secteur public a explosé. La France était, avant la crise, malade du poids de l'Etat-providence ; c'est ce poids qui, loin de la sauver, l'empêchera de bénéficier de la reprise.

Jean-Yves Naudet

## ÉDUCATION : LE NIVEAU MONTE

Depuis des années, chacun se désole de la baisse du niveau général d'éducation. Les universitaires constatent que l'on peut avoir le bac, et donc accéder à l'enseignement supérieur, sans savoir écrire dix lignes, sans connaître le vocabulaire de base et en ignorant l'orthographe. De plus en plus d'étudiants quittent l'université au bout de deux ou trois ans sans avoir pu réussir le moindre examen et nombreux sont ceux qui ne sont même pas capables de lire et de comprendre un texte élémentaire. Et ce n'est pas en supprimant la culture générale à Sciences Po ou dans les concours administratifs qu'on résoudra le problème.

Chacun renvoie la balle sur le cycle précédent : les universitaires mettent en cause le lycée ; les professeurs de lycée, le collège, et ainsi de suite. Beaucoup cependant nient cette baisse de niveau ou se contentent de dénoncer, suivant le slogan habituel, le manque de moyens du service public. Le diagnostic est pourtant bien clair, si l'on en croit l'enquête récemment réalisée et publiée par le Ministère de l'Éducation Nationale. Cette enquête permet de faire la comparaison entre 1987 et 2007, de rapports établis par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère (un titre qui est en soi tout un programme...).

Pour une fois, l'enquête a le mérite de la simplicité et de l'objectivité, puisque elle consiste à soumettre des élèves de CM2 en 2007 aux mêmes épreuves que celles données en 1987 aux CM2 de l'époque. Les questions sont simples, puisque l'enquête s'appelle « lire, écrire, compter ». Résultat officiel : « On constate sur vingt ans une baisse significative des performances des élèves dans les trois compétences qui font l'objet de cette enquête ». Il y a seulement quelques questions de calculs qui n'ont pas été reprises, car elles sont devenues hors programme, ce qui est déjà en soi un problème.

Dans le domaine de la lecture, alors que les résultats étaient stables entre 1987 et 1997, on constate une baisse sensible au cours des dix années suivantes. « Deux fois plus d'élèves (21%) se situent en 2007 au niveau de compétence des 10% d'élèves les plus faibles de 1987 ». En calcul, la baisse était importante au cours des douze premières années, avant que le niveau ne se stabilise pour les huit années suivantes, mais stabilisation au point le plus faible bien sûr (sans compter les choses qui ne sont plus enseignées).

L'orthographe mérite une attention particulière. La même dictée a été proposée en 1987 et en 2007, à partir d'un texte de dix lignes, comportant seulement 85 mots ou signes de ponctuation. « Le nombre d'erreurs (nombre de mots mal orthographiés ou de ponctuations erronées) a augmenté en moyenne de 10,7 en 1987 à 14,7 en 2007. Le pourcentage d'élèves qui faisaient plus de quinze erreurs était de 26% en 1987, il est aujourd'hui de 46%. Ce sont principalement des erreurs grammaticales qui ont augmenté de sept en moyenne en 1987 à onze en 2007 ». Une moyenne de près de 15 fautes sur 85 mots ou signes de ponctuation, c'est tout de même assez impressionnant. Difficile de dire que le niveau monte ou reste stable, comme le font certains.

Et bien sûr tout s'enchaîne ensuite ; on sait que de nombreux élèves arrivent en 6ème sans savoir lire ni écrire correctement et les résultats après le bac d'étudiants ayant ce diplôme en poche sont parfois plus que déroutants : confusion des termes (un mot est pris pour un autre), confusion sur le sens d'une question, parfois on est proche de la confusion mentale et d'une inculture époustouflante en géographie, en histoire, en littérature, sans parler de l'économie que beaucoup sont pourtant censés avoir étudié au lycée.

On ne pourra plus dire après cette enquête que ce sont des fantasmes. Il y a pour le moins à s'interroger sur notre service public de l'éducation, premier budget de l'Etat et de loin, qui donne de tels résultats. Cela n'est guère surprenant, s'agissant d'un système de quasi-monopole, et les seuls espaces de liberté (enseignement libre) donnent des résultats très supérieurs. Tant que l'on n'aura pas admis que le système doit reposer sur la concurrence et sur une forte autonomie des établissements, l'inefficacité du monopole public ne fera que s'accroître, et avec elle l'ignorance, l'incompétence et la violence.

## **GUADELOUPE : LES VRAIES RAISONS DE LA RÉVOLTE**

Après la Guadeloupe, la Martinique, après la Martinique, la Réunion. La « France du loin » est agitée par des secousses d'une grande amplitude. Elles sont dans la logique de l'Etat Providence. Quand la Providence n'est pas assez généreuse, ses clients se révoltent. Ils savent que leur niveau de vie est décidé à Paris, et non pas sur leurs lieux de travail.

Derrière les évènements en Guadeloupe, qui ont amorcé ce processus de révolte, il y a eu de bien curieux comportements et du côté du gouvernement et du côté des insurgés.

En Guadeloupe tout a commencé par deux grèves. La première a concerné les stations-services, fermées depuis le 19 janvier, « leurs gérants exigeant, selon Le Figaro, l'arrêt des nouvelles implantations » : d'où la pénurie totale et parfaitement artificielle de carburants. Il ne s'agissait évidemment que d'une revendication purement catégorielle et ponctuelle, pour neutraliser la concurrence, et la baisse de prix qui doit en résulter.

L'autre, la grève générale, a eu pour objet officiel une protestation « contre la vie chère ». Les manifestants auraient dû commencer par réclamer plus de concurrence dans la distribution des carburants. Ils ont préféré demander à l'Etat une baisse immédiate de 50 centimes du prix des carburants. Ils en ont profité pour créer un collectif regroupant syndicats et partis politiques, qui a présenté pas moins de 146 revendications, plus réalistes les unes que les autres.

Le collectif (LKP) exige entre autres la baisse des prix de tous les produits de première nécessité, une augmentation salariale de 200 euros et le gel des loyers. Autant de mesures de nature à ruiner définitivement la Guadeloupe !

Au bout de dix jours, la grève avait déjà coûté 130 millions d'euros à l'économie locale. Les touristes sont repartis ou ont annulé leur venue, alors que le tourisme fait vivre une grande partie de la population. Un chef d'entreprise fait remarquer que 1% de manifestants ont mis en péril toute l'économie de la Guadeloupe. Un autre parle de « syndicats très irresponsables ».

Heureusement, le secrétaire d'Etat est venu avec de bonnes intentions. Il a annoncé « un plan global avec des mesures exceptionnelles ». Il a commencé par annoncer le versement d'une prime de 200 euros en avril aux foyers à faible revenu et un gel des loyers des HLM. Il a tenu un langage viril : « Il y a des dérives incompréhensibles et inacceptables. Il faut que nous sachions dénoncer les profiteurs, et garantir aux plus faibles que l'Etat est là pour les protéger. Nous relèverons les prix tous les quinze jours, sur cinquante produits ». « Seul l'Etat peut raccommode la société guadeloupéenne », a ajouté le ministre.

Pour faire bonne mesure, il a appelé « à une redistribution des richesses » : de quoi finir de ruiner la région. Le lendemain, le père Noël ministériel annonçait la réouverture de 25 stations service -réquisitionnées- sur 115, puis le gel pour trois ans de toute nouvelle implantation ! Puis il a promis le bénéfice anticipé d'un an sur les autres DOM du RSA, pour « donner un revenu » à 61 000 guadeloupéens : de quoi inciter les autres DOM à manifester pour obtenir la même chose ; cela n'a pas tardé, trois jours plus tard, cela commençait à bouger en Martinique. Le lendemain, le ministre « offrait » 40 000 billets d'avions aller-retour pour la métropole à 340 euros (moins cher qu'un Marseille-Nantes). Enfin il a obtenu des grandes surfaces, en faisant les gros yeux, une baisse de 10% des prix des produits de base.

## LE JEU DES MILLE PROJETS

On a connu le jeu des mille francs, puis celui des mille euros ; voici celui, beaucoup plus richement doté, des mille projets. Les modalités viennent d'en être détaillées par François Fillon. Il s'agit de "sauver l'économie française". Les gens de la Commission européenne n'y croient guère, qui en dépit du plan de relance ont annoncé une récession de 1,8% en France : un sauvetage en effet éblouissant ! En réalité, nous avons déjà largement critiqué l'effet global de ce plan, de 26 milliards d'euros et il n'est pas nécessaire d'y revenir : il présente tous les défauts de la politique keynésienne de relance de la demande globale.

Milton Friedman avait dénoncé l'insanité des politiques "conjoncturelles" avec sa théorie des "délais" (lags) : un gouvernement qui veut réagir à une conjoncture quelconque (en général une récession) mettra un tel temps à décider, mettre en œuvre une nouvelle politique, et celle-ci mettra un tel temps à produire ses effets, qu'il y a toutes chances pour que les mesures prises se fassent sentir plusieurs mois plus tard... au moment où la conjoncture se sera renversée !

Le calendrier du gouvernement Fillon illustre parfaitement le phénomène. Le ralentissement de la conjoncture existe depuis plusieurs trimestres. Il a fallu des mois pour que le gouvernement en prenne conscience et réagisse (délai de perception). Ensuite, le plan a été annoncé par Nicolas Sarkozy le 4 décembre. Il a fallu le faire voter, après discussion, par le parlement. L'Assemblée nationale s'est prononcée le 13 janvier. Il faut ensuite détailler le projet, le parlement ne votant que les grandes masses : le détail a été annoncé le 2 février : deux mois de « délai de décision ». Ce n'est pas fini. Il y a ensuite le délai de mise en œuvre : ce n'est pas parce que M. Fillon a annoncé tel investissement public qu'il sera construit demain. On connaît le poids des procédures, lorsqu'entrent en jeu des problèmes de terrains, d'expropriation, de passation des marchés, etc. Ce sera fait en 2009 ou 2010 affirme le gouvernement : nous demandons à voir. Enfin, il y a le délai d'influence sur l'activité. Encore plusieurs mois ou trimestres. Entre temps les effets négatifs (le « ce qui ne se voit pas » de Bastiat) auront joué, les impôts ou les emprunts auront détruit autant d'activité dans le secteur privé.

Le détail des mesures mérite aussi le détour. 11,3 milliards, baptisés « aide aux entreprises ». Il s'agit en fait d'un simple acompte de 20% sur les marchés publics. Il y a aussi la mensualisation du remboursement de TVA, l'accélération des crédits d'impôts. Mais il n'y a aucune baisse d'impôts, si l'on excepte la taxe professionnelle dont la suppression (et le remplacement) sont laissés dans le flou artistique. Ajoutons encore quelque 4 milliards de bricolage : des prêts à taux zéro, prime à la casse, anticipation sur le RSA : au total, rien.

Restent cependant 10,5 milliards d'investissements de l'Etat : le noyau dur. Trois groupes : 2,5 milliards d'avance au soutien d'investissement des collectivités locales. Une avance, ce n'est encore qu'une anticipation. 4 milliards d'augmentation d'investissements des entreprises publiques. C'est donc l'Etat, donc l'emprunt, puis l'impôt, qui finance les investissements des entreprises nationalisées ; qu'en pense Bruxelles ? Enfin 4 milliards d'investissements de l'Etat « pour projets gelés ». Les voilà donc simplement décongelés : ils sortent du freezer.

C'est là que le gouvernement s'est creusé la tête pour détailler les mille projets en question. Non seulement c'est du réchauffé, mais encore du saupoudrage. La liste dépasse l'imagination d'un Prévert. Citons : la restructuration de l'institut de chimie de Strasbourg, les travaux du palais de justice d'Auxerre, l'adaptation des bâtiments pour hélicoptères à Hyères, la restauration de la nef de la cathédrale Notre-Dame de Paris, la sécurisation du tunnel du Fréjus, le musée des civilisations à Marseille (annoncé en 2004), un morceau du contournement routier de Marseille (engagé en 1970 !), un restaurant universitaire près de la Canebière, une bretelle d'échangeur dans la Marne, la rénovation thermique de bâtiments de l'Etat, la rénovation de certaines prisons,...et ainsi de suite jusqu'à mille projets ! Tout cela est fort sympathique. « C'est un plan qui va marcher parce qu'il est massif » dit Matignon. Il est surtout le fruit du savant lobbying de tous les spécialistes des antichambres ministérielles. En moyenne chaque projet pèse 4 millions : pas de quoi avoir le moindre impact sur l'économie, mais bien assez pour satisfaire quelques intérêts locaux et corporatifs.

## LES BRÈVES QUI FONT RÉFLÉCHIR...

Nous avons glané pour nos lecteurs quelques brèves informations, qui ne méritent pas de grands développements, mais qui en disent plus qu'un long discours.

- Mouammar Kadhafi, président libyen, dont on connaît la grande modération et le sens du bien commun, vient d'être élu pour un an à la tête de l'Union africaine. Certes, c'était le tour de l'Afrique du Nord, puisque la présidence tourne géographiquement, mais peut-être aurait-on pu trouver un autre choix. Le Guide de la révolution a aussitôt demandé qu'on l'appelle désormais « roi des rois traditionnels d'Afrique » ; il était d'ailleurs entouré de sept rois en costume traditionnel. Il a aussitôt proposé un « gouvernement de l'Union » conduisant à des « Etats-Unis d'Afrique ». Quelques-uns de ses collègues n'ont pas paru enchantés ; on se demande bien pourquoi.

- Dix-sept députés UMP ont consigné une proposition de loi de Lionel Luca (Alpes-Maritimes) visant à créer une « journée nationale d'hommage aux victimes des régimes communistes », le 9 novembre, anniversaire de la chute du mur de Berlin. On trouve aussi parmi les signataires Christian Vanneste, Thierry Mariani ou Jacques Domergue. Une proposition analogue en 2006 avait eu le soutien de 65 députés, avant d'être rapidement enterrée. Cette fois, ils ne sont plus que dix-sept courageux. Pourtant, une telle journée existe en Lettonie, en Lituanie, en République Tchèque, et même en Italie. Peut-être les députés français trouvent-ils que quelques dizaines de millions de morts, cela ne mérite pas un hommage ? Bien entendu, le porte parole du parti communiste français, Patrice Bessac, a souri (sic) à cette annonce, avant de parler de contre-vérité historique. Il préfère demander une « indemnité sociale pour les lobotomisés du sarkozysme ».

Il affirme aussi que parmi les victimes du communisme, il y a eu Hitler et le III<sup>e</sup> Reich (il a dû oublier que les Américains et les Anglais avaient joué un petit rôle dans cette affaire) et que les communistes ont fait reculer le nazisme. Sans doute en signant le pacte germano-soviétique en 1939, mais cela il a oublié de le préciser...

- Pendant le Forum de Davos, les altermondialistes se sont réunis au Brésil pour un « forum social mondial », en présence de la chère Ségolène Royal. On y a entendu de fortes paroles qui, n'en doutons pas, feront reculer la pauvreté dans le monde. Selon les organisateurs, le Forum social est une expérience de « désordre créateur ». Il s'agissait avant tout de « construire » un monde « dans une perspective post-capitaliste ». C'est ainsi qu'a été donné en exemple l'Amazonie où « le monde Indien est une société de partage et de bien-être, non une société d'accumulation ». Le monde Indien est sûrement très respectable, mais le donner comme horizon à l'humanité, c'est lui demander de renoncer par exemple aux progrès de la médecine et d'avoir une espérance de vie de 35 ans. Quant à l'accumulation, s'il s'agit par exemple de l'accumulation des connaissances, nous ne sommes pas surs de vouloir y renoncer.

Lors de la clôture, on a entendu d'autres fortes paroles : « Nous offrons une autre perspective sur la crise en montrant qu'il existe des alternatives à un capitalisme en faillite ». Et encore « La crise financière montre ce que l'écologie a déjà montré : que le système capitaliste était un système suicidaire. ». Mais Attac a apporté la solution « Nous avons besoin d'une réponse citoyenne à la crise ». La devise du forum a en outre été modifiée : « Une autre monde est possible » est devenu « Un autre monde est nécessaire ». Sans doute est-ce l'expression du sens de l'histoire cher à Marx.

## **CORÉE DU NORD : GESTICULATION OU PROVOCATION ?**

Depuis l'élection de Barack Obama, l'attention s'est manifestement portée du côté du Proche et du Moyen-Orient : Israël, Palestine, Irak, Iran et, au-delà, Afghanistan. Mais il est possible que le nouveau président américain soit amené à se tourner vers un autre foyer de tension, les relations entre les deux Corée.

Il est certain que la situation économique, sociale, humanitaire de la Corée du Nord est dégradée à un point que l'on n'imagine pas : à la privation totale des libertés les plus élémentaires s'ajoute la privation des produits de base, à commencer par la nourriture. Cela n'est guère surprenant, quand on sait que la Corée du Nord est classée dernière du monde entier pour l'indice des libertés économiques, avec la note de 2 sur 100 : difficile de faire plus mal. Il est donc essentiel pour le régime de mobiliser la population sur un autre front, pour la détourner des problèmes quotidiens et faire diversion. Et tout naturellement, la Corée communiste a fait ce qu'elle sait le mieux faire : de la provocation militaire.

Pour attirer l'attention des Américains, qui regardaient plutôt la question de leurs relations avec l'Iran, le régime de Pyongyang a décidé de suspendre tous les accords qui avaient été passés avec la Corée du Sud pour éviter les trop fortes tensions militaires entre les deux Etats. Le Figaro parle d'un « coup de sang à évidente finalité médiatique, mais qui accroît les risques de dérapage sur la frontière ». Le communiqué officiel nord-coréen indique que « tous les accords destinés à mettre fin à la confrontation politique et militaire entre le Nord et le Sud seront annulés ». Cela inclut le pacte de non-agression et même de réconciliation signé en 1991.

C'est ainsi que la Corée du Nord ne respectera plus la délimitation de la frontière maritime entre les deux pays, alors que cette région de la mer Jaune a déjà été le théâtre d'incidents meurtriers. Pire encore, le communiqué officiel cité par l'agence de presse nord-coréenne KCNA, précise : « La confrontation entre le Nord et le Sud a atteint de tels extrêmes que les relations intercoréennes sont au seuil d'une guerre ».

Beaucoup d'experts ont peur que tous ces discours préparent une « provocation » sur le terrain, façon de « mettre la pression » sur le Sud et sur les Etats-Unis. La Corée du sud a dû renforcer sa vigilance militaire et a déclaré qu'elle répondrait de manière résolue à toute violation maritime. Il s'agit probablement, outre la fuite en avant pour calmer la population, de la part du Nord de faire monter les prix dans ses relations avec les USA, qui voudraient d'une zone dénucléarisée en Corée. Le Nord a précisé qu'il pourrait conserver une capacité nucléaire, même en cas de normalisation avec les Etats-Unis, et ils ont prévenu un expert américain en visite au Nord qu'ils avaient « militarisé » 30,8 kilos de plutonium, soit de quoi faire 4 ou 5 bombes atomiques : ces « révélations » ne sont pas innocentes.

Déjà, Barack Obama et le premier ministre japonais ont décidé de « coopérer étroitement » sur ce dossier délicat, dans lequel les Japonais sont évidemment impliqués.

---

### **AU SOMMAIRE DU N°986 :**

**EDITORIAL** : Détour surprise par Bagdad pp. 1-2

**CONJONCTURE** : L'Etat providence, remède contre la crise ! pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR** : Éducation : le niveau monte p. 4 - Guadeloupe : les vraies raisons de la révolte p. 5 - Le jeu des mille projets p. 6 – Les brèves qui font réfléchir... p. 7 – Corée du Nord : gesticulation ou provocation ? p. 8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille